

En plein boom démographique, la Guyane au défi de l'habitat informel



Près de la moitié des logements construits en Guyane le sont sans droit ni titre. C'est la conséquence criante d'une explosion démographique. Les acteurs de l'habitat sont lancés dans une course de vitesse contre le phénomène.

Tournant autour de 50 000 habitants dans les années 80, la population de la Guyane a franchi la barre des 280 000 résidents en 2017. Et encore ne s'agit-il que des personnes en situation régulière.

Le boom est dû à la fois aux naissances et à l'arrivée de migrants du Suriname et du Brésil séparés) par des fleuves faciles à franchir , et d'Haïti.

500 000 habitants en 2040 ?

Selon l'Insee, le chiffre de 500 000 habitants pourrait être atteint en 2040.

Dès aujourd'hui, Cayenne, Saint-Laurent du Maroni, Rémire-Montjoly et Kourou croissent à la vitesse des fusées.

La moitié des Guyanais ont moins de 25 ans et 40 % de ces jeunes sont au chômage. Les établissements scolaires craquent sous la pression. 61 000 personnes se trouvent sous le seuil de pauvreté.

Plus de 50 000 vivent en situation de surpeuplement, d'insalubrité ou d'inconfort.

La question du logement pose problème.

Et trouve sa solution dans: la construction illicite, sans permis, sur des terrains publics ou privés squattés. Cet habitat "*informel*", pas toujours de mauvaise qualité, représente 40 % des résidences du territoire.

En moyenne chaque année, 2 000 habitations "*officielles*" sont produites en Guyane, dont 1 300 logements locatifs sociaux. Il en faudra deux à trois fois plus au cours des prochaines décennies pour répondre à la demande.

Ajoutées au coût élevé des matériaux, ces dépenses font grimper les prix des logements à des niveaux prohibitifs, supérieurs à ceux de l'Hexagone.

Dispositifs à la rescousse

Pour parer à la situation, l'Etat a lancé en 2016 une Opération d'intérêt national (OIN) qui se déploie sur 24 périmètres dans les secteurs de Cayenne et de Saint-Laurent du Maroni. Soit 5 800 hectares à aménager pour y bâtir en quinze ans plus de 20 000 logements, accompagnés des infrastructures et services nécessaires.